


# UN CENTRE POUR RADICALISÉS désormais 100 % opérationnel

 Ouverte en janvier 2017, la ligne verte radicalisme mise en place par la Fédération Wallonie-Bruxelles a reçu 668 appels

► Considéré comme une des principales réponses mises en place par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans la foulée des attentats de Paris et Bruxelles, le Centre d'aide et de prise en charge des personnes concernées par le radicalisme et les extrémismes violents (Caprev), qui a vu le jour en janvier 2017, a enregistré, lors de sa première année de fonctionnement, quelque 668 appels sur son numéro vert. C'est ce qu'a indiqué à la DH le directeur général adjoint de la Fédération Wallonie-Bruxelles en charge des questions de radicalisation, Olivier Plasman.

Au final, ce nouveau dispositif qui propose aux citoyens et aux professionnels une aide et un soutien en matière de prévention de toute forme d'extrémisme ou de radicalisme violent a déjà reçu 668 appels venant de professionnels ou de particuliers, lesquels concernaient 436 situations distinctes, tandis que 87 dossiers ont été ouverts et enregistrés. Parmi ceux-ci, 39 sont toujours suivis. Un dossier peut aussi bien concerner une personne mineure que majeure.

*"Au final, on peut dire que le centre est désormais entièrement opérationnel", se félicite Olivier Plasman.*

Une légère majorité des appels proviennent d'institutions, que ce soit une IPPJ, une école ou encore l'une ou l'autre administration. Le reste vient de membres de la famille ou de l'entourage s'inquiétant d'une personne pouvant présenter des signes d'extrémisme ou de radicalisme violent. *"Je ne me souviens pas de cas de personnes ayant appelé pour elles-mêmes. On a aussi des dossiers ouverts dans le cas de mandats judiciaires. Mais il n'y a généralement pas de suivi de notre part sans le consentement de ces personnes. Même pour les décisions*

*de justice, qui sont généralement des propositions", analyse le haut fonctionnaire.*

À CHAQUE FOIS, le Caprev, qui réunit une équipe de psychologues, de sociologues, de juristes et de spécialistes en religion, propose une prise en charge individualisée à tout mineur ou majeur en voie de radicalisation violente, ainsi qu'un soutien à ses proches et aux intervenants

de première ligne.

*"On doit rester discret sur ce suivi des dossiers. Il convient toutefois d'avoir à l'esprit que la philosophie de l'accompagnement du Caprev valorise une approche globale d'inclusion sociale et de réinsertion globale. Cela suppose d'accorder une valeur aux gens en fonction de ce qu'ils pourraient devenir et non seulement en fonction de ce qu'ils ont été ou de ce qu'ils ont fait. L'offre de service du Caprev est multiple, allant de l'orientation ponctuelle à l'accompagnement personnalisé", indique la Fédération Wallonie-Bruxelles.*

Sur son site Internet, le Caprev définit l'extrémisme violent comme consistant à promouvoir, encourager ou commettre des actes pouvant mener au terrorisme et qui visent à défendre une idéologie prônant

une suprématie raciale, nationale, ethnique ou religieuse ou s'opposant aux valeurs et principes fondamentaux de la démocratie. *"Si la pauvreté explique le radicalisme? Les difficultés financières peuvent parfois être un facteur se combinant à de la discrimination, mais cela dépend, il y a des trajectoires très différentes", indique Olivier Plasman.*

Julien Thomas

## Quelque 80 processus de soutien à des organismes en 2017

**BRUXELLES** Le dispositif de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents mis en place par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans la foulée des attentats de Paris et Bruxelles repose sur deux piliers : le Centre d'aide et de prise en charge de toute personne concernée par les extrémismes et radicalismes violents (Caprev), qui est en charge du numéro vert et des dossiers individuels, et le Cen-

tre de ressources et d'appui (Crea), qui doit aider les organismes en difficulté. *"Il faut compter 80 interventions dans les organismes en 2017 en lien avec la Fédération Wallonie-Bruxelles ou dans les écoles. Par interventions, on entend les animations, les formations, et parfois une intervention plus ciblée pour favoriser ou rétablir un dialogue difficile"*, explique le directeur général adjoint de la Fédé-

ration Wallonie-Bruxelles en charge des questions de radicalisation, Olivier Plasman. Parmi les situations gérées par le Crea, se trouvent celles où des organismes demandent de l'aide car ne sachant plus comment gérer un jeune au discours extrêmement polarisant. Que ce soit le Crea ou le Caprev, le travail mené sur le terrain pourrait évoluer à l'avenir selon les expériences de terrain. *"Le Caprev s'est vu investi d'un pôle*

*Recherche-Action. Celui-ci est essentiel dans les processus d'accompagnement car il vise à faire émerger des hypothèses et à produire des avancées théoriques à partir de la pratique de terrain tout en alimentant celle-ci"*, indique Olivier Plasman.

J. Th.